

Communiqué de presse

avril 2003

Pour un **NON** clair et net à l'intention du Conseil national

La Suisse est sur le point de légaliser diverses formes de commerce de drogue.

Fait unique au monde, le Parlement prévoit, sur proposition du Conseil fédéral, une légalisation étendue de la consommation, de la culture et du commerce de stupéfiants.

Voici quelques données à ce sujet:

- **Le «traitement» à l'héroïne de quelque 1100 toxicomanes a été prolongé de 5 ans** par le Parlement au début de mars. Cela signifie que vont être poursuivis les programmes qui, depuis longtemps, ne visent plus l'abstinence et dont la majorité des participants, outre l'héroïne administrée par l'Etat, consomment illégalement d'autres drogues. En revanche, les autorités ne soutiennent plus guère les centres de thérapie dont l'objectif est de libérer les drogués de leur toxicomanie. Nombreux sont ceux qui doivent fermer.
- Il y a deux ans, les caisses-maladie ont été contraintes par le département de Mme *Ruth Dreifuss* à prendre en charge les **13,5 millions(!) de francs annuels de la prescription d'héroïne**, ce qui avait à l'époque suscité une vive indignation. Une motion du Conseil national visant à annuler cette décision vient d'être repoussée par le Conseil des Etats lors de sa session de mars.
- Au cours de ces derniers mois, l'Association faîtière des enseignantes et des enseignants suisses (LCH), l'Organe international de contrôle des stupéfiants de l'ONU et des scientifiques, notamment, ont émis **de très sérieux doutes quant au projet de légalisation de la consommation de cannabis**. Prochainement, le Conseil national devra prendre une décision à ce sujet.

Ecrivez aux conseillers nationaux de votre canton que vous attendez de leur part qu'ils se prononcent clairement **contre toute légalisation des stupéfiants**, y compris celle du cannabis. **Une lettre de lecteur à votre journal** dans laquelle vous vous élevez contre ces développements récents **sera également utile**.

Si malgré tout notre Parlement approuvait le projet de modification de la loi sur les stupéfiants, l'association «Jeunesse sans drogue» est décidée de soutenir un **référendum** en collaboration avec d'autres organisations qui défendent les mêmes idées. **Il faut absolument protéger notre jeunesse des effets des stupéfiants et des agissements du lobby de la drogue** déjà bien installé en Suisse.

Markus Kündig
Ancien conseiller aux Etats
Président de l'association

Simon Schenk
Conseiller national, membre du Comité,
Responsable sportif ZSC Lions

D^r Giorgio Morniroli
Ancien conseiller aux Etats
Membre du Comité